

Mémorial

du



Memorial

Des

Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Jeudi, le 12 février 1953.

N° 6

Donnerstag, den 12. Februar 1953.

Arrêté grand-ducal du 29 janvier 1953 portant refixation du maximum de rémunération servant de base pour le calcul des cotisations dues à la Caisse de Pension des Employés privés.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 29 août 1951 ayant pour objet la réforme de l'assurance-pension des employés privés et plus spécialement les articles 100 et 27 de ladite loi ;

Revu Notre arrêté du 31 décembre 1951 pris en exécution desdits articles 100 et 27 ;

Considérant qu'il y a lieu d'élargir l'assiette des cotisations et pensions en matière d'assurance des employés privés ;

Vu l'article 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et de la Sécurité sociale et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté grand-ducal du 31 décembre 1951, pris en exécution des articles 100 et 27 de la loi du 29 août 1951 ayant pour objet la réforme de l'assurance-pension des employés privés, aura la teneur suivante :

Le chiffre maximum de rémunération jusqu'à concurrence duquel est perçue la cotisation d'assurance, est fixé à 174.000,— francs par année civile, soit 14.500,— francs en moyenne par mois.

Art. 2. Notre Ministre du Travail et de la Sécurité sociale et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1953 et sera publié au *Mémorial*.

Palais de Luxembourg, le 29 janvier 1953.

Charlotte.

*Le Ministre du Travail
et de la Sécurité sociale,*

Nicolas Biever.

Le Ministre des Finances,

Pierre Dupong.

Arrêté grand-ducal du 29 janvier 1953, modifiant l'arrêté grand-ducal du 29 mai 1952 concernant la restitution dans leurs droits d'assurance des travailleurs déplacés affiliés à l'assurance-pension ouvrière.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Revu Notre arrêté du 29 mai 1952 concernant la restitution dans leurs droits d'assurance des travailleurs déplacés affiliés à l'assurance-pension ouvrière et spécialement l'article 6 dudit arrêté ;

Vu l'article 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail, de la Sécurité sociale et des Mines et de Notre Ministre

des Finances, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Le délai prévu à l'article 6 de l'arrêté grand-ducal du 29 mai 1952 concernant la restitution dans leurs droits d'assurance des travailleurs déplacés affiliés à l'assurance-pension ouvrière, pour la production du certificat justificatif de la période de déplacement, est prorogé jusqu'au 28 février 1953 inclusivement.

Art. 2. Notre Ministre du Travail, de la Sécurité sociale et des Mines et Notre Ministre des Finances

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Palais de Luxembourg, le 29 janvier 1953.

Charlotte.

*Le Ministre du Travail,
de la Sécurité sociale et des Mines,*

Nicolas Biever.

Le Ministre des Finances.

Pierre Dupong.

Arrêté grand-ducal du 29 janvier 1953, modifiant l'arrêté grand-ducal du 29 mai 1952, pris en exécution de l'article 14 de la loi du 29 août 1951 ayant pour objet la réforme de l'assurance-pension des employés privés.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'article 14 de la loi du 29 août 1951 ayant pour objet la réforme de l'assurance-pension des employés privés;

Revu Notre arrêté du 29 mai 1952 pris en exécution dudit article 14 de la loi précitée ;

Vu l'article 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail, de la Sécurité sociale et des Mines et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Le délai prévu à l'article 4 de l'arrêté grand-ducal du 29 mai 1952, pris en exécution de l'article 14 de la loi du 29 août 1951 ayant pour objet la réforme de l'assurance-pension des employés privés, pour la production du certificat justificatif de la période de déplacement, est prorogé jusqu'au 28 février 1953 inclusivement.

Art. 2. Notre Ministre du Travail, de la Sécurité sociale et des Mines et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Palais de Luxembourg, le 29 janvier 1953.

Charlotte.

*Le Ministre du Travail,
de la Sécurité sociale et des Mines,*

Nicolas Biever.

Le Ministre des Finances,

Pierre Dupong.

Arrêté ministériel du 31 janvier 1953, prorogeant celui du 25 janvier 1952, concernant les prix minima de la consignation obligatoire des emballages servant à la livraison de certaines boissons.

Le Ministre des Affaires Economiques,

Vu l'arrêté grand-ducal du 19 avril 1940, concernant la consignation obligatoire des emballages servant à la livraison de certaines boissons ;

Vu la décision de la Commission Administrative du 9 octobre 1940, prise en exécution de l'article 4 de l'arrêté du 19 avril 1940, précité ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 1952, fixant les prix minima de la consignation obligatoire des emballages servant à la livraison de certaines boissons ;

La commission chargée de fixer les prix de consignation des emballages, nommée par arrêté du 22 décembre 1952, entendue ;

Arrête :

Art. 1^{er}. L'arrêté ministériel du 25 janvier 1952, fixant les prix minima de la consignation obligatoire des emballages servant à la livraison de certaines boissons (*Mémorial* 1952, N° 4 p. 52), est prorogé jusqu'au 31 janvier 1954.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial* Luxembourg, le 31 janvier 1953.

Le Ministre des Affaires Economiques,
Michel Rasquin.

Arrêté ministériel du 2 février 1953 portant fixation des droits de recherche à percevoir par l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones.

Le Ministre des Finances,

Vu l'art. 10 de l'arrêté grand-ducal du 20 juin 1949 qui détermine le règlement sur le service interne des postes ;

Sur la proposition de M. le Directeur de l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le taux du droit à percevoir par l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones pour des recherches dans ses archives, après l'expiration des délais prévus par les règlements postaux pour les demandes de renseignements, est fixé à 10 francs par demi-heure de travail.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial* Luxembourg, le 2 février 1953.

Le Ministre des Finances,
Pierre Dupong.

Agents d'Assurances agréés pendant le mois de janvier 1953.

N° d'ordre	Nom et Domicile	Compagnies d'Assurances	Date
1	<i>Faber</i> Othon, Luxembourg	Le Foyer	22. 1.53
2	<i>Frankard</i> Jules, Kleinbettingen	La Zurich ; le Foyer	22. 1.53
3	<i>Gillet</i> Nicolas-Michel, Hobscheid	La Bâloise-Incendie ; la Rotterdam	22. 1.53
4	<i>Kayser</i> Guillaume, Wasserbillig	L'Union, Paris ; la Nationale-Vie ; la Compagnie Européenne	22. 1.53
5	<i>Linster</i> Paul, Rollingen/Mersch	La Luxembourgeoise	22. 1.53
6	<i>Michels</i> Mathias, Diekirch	La Luxembourgeoise	22. 1.53
7	<i>Reinesch</i> Henri, Kayl	Le Foyer	22. 1.53
8	<i>Schaus</i> Rudi, Esch-sur-Alzette	La Fédérale ; le Patrimoine	22. 1.53
9	<i>Schneider</i> Michel, Vianden	La Bâloise-Incendie la Rotterdam	22. 1.53
10	<i>Steffen</i> Arthur, Schiffflange	Les Compagnies Belges d'Assurances Génér.	22. 1.53

Commissions d'Agents d'Assurances annulées pendant le mois de janvier 1953.

N° d'ordre	Nom et Domicile	Compagnies d'Assurances	Date
1	<i>Kirschenbilder</i> Marcel, Sanem	L'Assurance Liégeoise	14. 1.53
2	<i>Ruppert</i> Jean, Haller	Les Compagnies Belges d'Assurances Génér.	16. 1.53

— 31 janvier 1953.

Naturalisations. — Par loi du 8 janvier 1953, la naturalisation est accordée à Monsieur *Wüst Georges*, né le 3 janvier 1916 à MingoIsheim/Allemagne, demeurant à Luxembourg.

Cette naturalisation a été acceptée le 19 janvier 1953, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal, dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Luxembourg.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 8 janvier 1953, la naturalisation est accordée à Monsieur *Tagliero Louis*, né le 28 septembre 1925 à Homécourt/France, demeurant à Oberanven.

Cette naturalisation a été acceptée le 20 janvier 1953, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal, dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Niederanven.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

— Par loi du 8 janvier 1953, la naturalisation est accordée à Monsieur *Soffiaturio Marcel*, né le 29 mai 1911 à Montorio al Vomano/Italie, demeurant à Dudelange.

Cette naturalisation a été acceptée le 24 janvier 1953, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal, dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Dudelange.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

**Avis. — Emprunt 3% de la Société Anonyme des Chemins de Fer et Minières Prince Henri
(Emissions 1886 et 1901).**

Le tirage au sort des obligations de l'Emprunt 3% de la Société Anonyme des Chemins de Fer et Minières Prince Henri (Emissions 1886 et 1901), remboursables le 1^{er} mars 1953 a donné le résultat suivant :

397 obligations à 500,— francs, remboursées par 625,— francs.

27	1334	3401	4944	6239	7857	9501	10926	12674	14526
181	1339	3407	5036	6361	7923	9570	10976	12738	14649
280	1441	3453	5066	6594	7956	9594	10999	12795	14658
335	1568	3501	5109	6646	7990	9658	11024	12865	14947
338	1789	3507	5141	6678	8092	9663	11069	12920	14966
414	1890	3709	5144	6720	8102	9749	11083	12925	14979
471	1946	3715	5170	6826	8161	9753	11158	13011	15070
501	2055	3927	5253	6836	8271	9799	11218	13021	15180
566	2121	3949	5438	6844	8464	9802	11468	13063	15219
601	2217	3999	5474	6887	8472	9830	11610	13131	15260
677	2274	4009	5483	6914	8541	9843	11611	13218	15284
678	2285	4069	5489	6988	8568	9885	11696	13230	15351
753	2321	4103	5547	7014	8649	10057	11708	13294	15578
762	2446	4140	5556	7066	8799	10172	11837	13342	15682
898	2491	4181	5573	7112	8837	10306	11917	13644	15748
900	2659	4197	5675	7185	8962	10319	12265	13692	15772
1018	2711	4280	5809	7195	9034	10324	12280	13695	15791
1065	2712	4377	5931	7271	9054	10342	12358	13767	15898
1068	3021	4560	5979	7434	9068	10530	12410	13801	16155
1135	3129	4648	6115	7442	9098	10577	12490	13870	16253
1161	3139	4651	6116	7494	9173	10720	12528	13895	16263
1197	3202	4768	6147	7532	9194	10726	12575	14102	16281
1225	3251	4824	6162	7580	9221	10778	12584	14161	16299
1262	3281	4897	6173	7783	9250	10791	12620	14301	16300
1312	3301	4905	6215	7818	9474	10802	12656	14498	16436

16459	17271	18271	19271	20495	21476	22100	22969	23521	24202
16538	17301	18352	19567	20569	21510	22106	22979	23539	24244
16678	17442	18451	19579	20658	21512	22285	22991	23615	24261
16702	17453	18579	19591	20698	21521	22361	23108	23646	24289
16717	17486	18584	19784	20817	21523	22397	23149	23666	24335
16911	17490	18718	19808	20829	21547	22426	23189	23734	24399
17003	17539	18846	19823	20858	21559	22452	23210	23772	24413
17029	17542	18968	20009	21010	21609	22473	23237	23781	24588
17121	17599	19059	20027	21095	21612	22488	23277	23786	24603
17153	17637	19107	20182	21164	21652	22604	23396	23804	24631
17171	17658	19163	20203	21227	21672	22620	23442	23819	24745
17204	17783	19179	20267	21290	21769	22646	23474	23864	24835
17208	18124	19200	20271	21322	21940	22734	23475	24077	24866
17221	18227	19231	20391	21391	21991	22741	23478	24135	24949
17223	18244	19244	20484	21440	22003	22833			

165 obligations à 500,— francs, remboursées par 625,— francs

25054	26590	27336	28388	29239	30563	31199	31873	32883	33471
25075	26600	27341	28507	29315	30724	31285	31958	32910	33507
25122	26630	27390	28509	29448	30730	31307	31962	32930	33525
25158	26780	27552	28535	29485	30784	31313	31974	32931	33542
25190	26804	27590	28581	29490	30878	31322	32018	32978	33565
25229	26830	27609	28623	29509	30889	31334	32019	33011	33658
25439	26832	27647	28848	29548	30945	31425	32046	33015	33659
25466	26886	27667	28872	29557	30953	31483	32048	33062	33744
25518	26937	27688	29045	29665	30968	31612	32340	33188	33860
25585	26943	27773	29079	29766	31004	31615	32366	33196	34225
25731	27071	27839	29084	29818	31040	31697	32389	33241	34315
25766	27126	27855	29093	29942	31044	31703	32452	33277	34588
25789	27181	28022	29104	29976	31083	31761	32589	33292	34705
26292	27237	28098	29138	30228	31127	31783	32790	33302	34744
26301	27296	28283	29172	30313	31147	31818	32812	33336	34885
26399	27311	28299	29183	30347	31165	31862	32870	33459	34930
26551	27317	28376	29201	30399					

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

84 (10)	4666 (6)	7800 (6)	12130 (10)	16612 (6)
178 (6)	4706 (9)	7853 (9)	12296 (6)	17054 (8)
277 (10)	5011 (6)	7919 (5)	12453 (6)	17234 (10)
621 (8)	5012 (6)	8442 (4)	12454 (10)	17262 (10)
755 (6)	5532 (6)	8444 (3)	13266 (6)	17285 (6)
1054 (6)	5994 (9)	9370 (10)	13357 (10)	17554 (10)
1256 (6)	6566 (8)	9699 (6)	13386 (6)	17725 (6)
1407 (5)	7349 (6)	10327 (6)	13749 (9)	17810 (6)
1416 (3)	7376 (6)	10499 (10)	15637 (6)	17830 (6)
3083 (6)	7377 (6)	10814 (1)	15900 (10)	19122 (6)
3297 (5)	7400 (6)	11146 (9)	16076 (10)	19196 (10)
3770 (6)	7579 (10)	11409 (4)	16550 (8)	19519 (8)
3994 (10)	7583 (6)	11464 (9)	16607 (10)	20799 (9)

20979 (10)	24234 (6)	28005 (6)	32600 (9)	34633 (10)
21484 (6)	24436 (6)	29135 (6)	32603 (6)	34652 (10)
22168 (10)	24587 (10)	29877 (8)	33450 (6)	34731 (6)
22722 (6)	24823 (2)	30838 (9)	33584 (8)	34764 (10)
22881 (4)	25186 (10)	30859 (6)	34077 (6)	34814 (7)
23026 (10)	25393 (10)	30912 (10)	34078 (3)	34878 (6)
23034 (10)	26580 (9)	31001 (6)	34079 (2)	
23205 (10)	26942 (10)	31544 (6)	34177 (6)	
23650 (10)	27389 (10)	31769 (6)	34368 (2)	
23657 (10)	27464 (10)	32477 (7)	34556 (7)	

Echéance et montant net à rembourser :

1) Echéance	1.3.1921	remboursable	par	fr.	616,25	
2) »	1.3.1939	»	»		621,62	
3) »	1.3.1940	»	»		617,25	
4) »	1.3.1941	»	»		625,—	
5) »	1.3.1942	»	»		625,—	* { Empr. 3% 1886 talon att. = 33,36 fr.
6) »	1.3.1948	»	»		625,—	
7) »	1.3.1949	»	»		625,—	
8) »	1.3.1950	»	»		625,—	
9) »	1.3.1951	»	»		625,—	
10) »	1.3.1952	»	»		625,—	

Les titres sortis au tirage le 1^{er} mars 1953 sont remboursés par francs 625,

Le service financier des emprunts Prince Henri est garanti :

1) à *Luxembourg*:

a) par la Banque Générale,

b) par la Banque Internationale.

2) en *Belgique*:

par la Banque de Bruxelles.

Tous les titres remboursables doivent être munis du certificat d'identification luxembourgeois.

5.2.1953.

Naturalisation. — Par loi du 8 janvier 1953, la naturalisation est accordée à Monsieur *Disberger* Henri, né le 9 août 1899 à Neustadt an der Haardt/Allemagne, demeurant à Wiltz.

Cette naturalisation a été acceptée le 19 janvier 1953, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal, dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Wiltz.

Elle sort ses effets trois jours francs après la présente publication.

Avis. — Greffiers. — Par arrêté grand-ducal du 29 janvier 1953, Monsieur Albert *Dhur*, greffier à la Justice de paix de Mersch, a été nommé greffier-adjoint au tribunal d'arrondissement de Luxembourg.
— 30 janvier 1953.

Avis. — Enregistrement et Domaines. — Par arrêté grand-ducal du 29 janvier 1953 M. Hubert *Jacoby*, contrôleur de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines à Diekirch, a été nommé contrôleur auprès de la même administration à Esch-sur-Alzette. — 30 janvier 1953.

Avis. — Emprunt de la Société Anonyme des Chemins de Fer et Minières Prince Henri 4% de 1909.

Le tirage au sort des obligations de l'Emprunt de la Société Anonyme des Chemins de Fer et Minières Prince Henri 4% de 1909, remboursables le 1^{er} mars 1953, a donné le résultat suivant :

133 obligations à 500,—francs, remb. par 625,— francs

10	1870	2795	3852	5071	6444	7156	8596	9767	11085
274	1954	2869	3861	5099	6464	7191	8603	9768	11291
624	1999	2968	3870	5121	6490	7344	8646	9909	11304
628	2021	2980	3906	5269	6542	7405	8671	9938	11339
642	2037	3032	3995	5320	6544	7530	8743	10052	11449
693	2040	3060	4046	5481	6557	7553	8880	10098	11551
797	2092	3172	4069	5614	6819	7954	8929	10229	11659
823	2193	3173	4100	5810	6864	7990	8958	10232	11671
983	2232	3283	4185	6085	6951	8096	9011	10435	11743
1058	2240	3354	4225	6099	7040	8194	9101	10649	11750
1097	2333	3521	4281	6135	7056	8335	9171	10802	11761
1414	2356	3699	4319	6365	7068	8353	9596	10985	11889
1449	2639	3711	4491	6406	7084	8380	9707	10990	11932
1725	2793	3841							

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

2232 (1)	5901 (2)	6664 (4)	7839 (4)
3986 (3)	5973 (5)	6665 (4)	9404 (2)
4771 (4)	6334 (5)	7729 (5)	10858 (3)

Echéance et montant net à rembourser :

- 1) Echéance 1.3.40 remboursable par fr. 620,—.
- 2) Echéance 1.3.48 remboursable par fr. 625,—.
- 3) Echéance 1.3.49 remboursable par fr. 625,—.
- 4) Echéance 1.3.51 remboursable par fr. 625,—.
- 5) Echéance 1.3.52 remboursable par fr. 625,—.

Les titres sortis au tirage le 1^{er} mars 1953 sont remboursés par francs 625,—.

Le service financier des emprunts Prince Henri est garanti :

1° à *Luxembourg* :

- a) par la Banque Générale,
- b) par la Banque Internationale.

2° en *Belgique* :

par la Banque de Bruxelles.

Tous les titres remboursables doivent être munis du certificat d'identification luxembourgeois. — 5.2.1953.

Avis. — Association syndicale libre. — En conformité de l'art. 6 de la loi du 28 décembre 1883, l'association syndicale libre pour l'installation d'une conduite d'eau dans les parcs à bétail aux lieux-dits « *Iu der Steinrausch, Scheringenbrill* » etc. à Garnich et Holzem a déposé un double de l'acte d'association au Gouvernement et au secrétariat communal de Garnich et à celui de Mamer. — 2 février 1953.

Avis. — Elections pour la Chambre de Commerce. — Par arrêté de Monsieur le Ministre des Affaires Economiques en date du 3 février 1953, Monsieur Marcel *Reckinger*, Président du Tribunal de Commerce à Luxembourg, a été nommé président du bureau électoral pour les élections de la Chambre de Commerce qui auront lieu au mois de mars 1953. — 4 février 1953.

Avis. — Magistrature. — Par arrêté grand-ducal du 21 janvier 1953, la nomination de M. Jos. *Herzig*, comme juge de paix à Remich, a été rapportée.

M. *Herzig* reste maintenu dans ses fonctions de juge de paix à Wiltz.

Par arrêté grand-ducal du même jour, il a été délégué pour desservir la justice de paix à Clervaux, durant la vacance de ce siège.

Par arrêté grand-ducal du même jour, M. Marcel *Dornseiffer*, juge de paix à Redange/Attert, a été nommé juge de paix à Esch-sur-Alzette.

Par arrêté grand-ducal du même jour ont été nommés :

M. Georges *Schwall*, attaché au Ministère de la Justice, juge de paix à Mersch ;

M. Guy *Mines*, avocat-avoué à Luxembourg, juge de paix à Capellen ;

M. Arthur *Kaudy*, avocat-avoué à Luxembourg, juge de paix à Grevenmacher.

Par arrêté grand-ducal du même jour :

M. *Mines* a été délégué pour desservir la justice de paix à Rédange/Attert, durant la vacance de ce siège ;

M. *Kaudy* a été délégué pour desservir la justice de paix à Remich, durant la vacance de ce siège. —
30 janvier 1953.

Avis. — Caisse d'Épargne. — *Annulations de livrets perdus.* — Par décision de Monsieur le Ministre des Finances en date de ce jour les livrets N^{os} 2359 — 29526/10453 — 32607 — 42876/220246 — 515090 — 760645 ont été annulés et remplacés par des nouveaux. — 31 janvier 1953.

Avis. — Caisse d'Épargne. — *Déclarations de livrets perdus.* — A la date de ce jour les livrets N^{os} 67706 — 368575/333215 — 503979 ont été déclarés perdus.

Les porteurs des dits livrets sont invités à se présenter à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'Épargne de l'Etat, et à faire valoir leurs droits. Faute par les porteurs de ce faire dans le dit délai les livrets en question seront annulés et remplacés par des nouveaux. — 31 janvier 1953.

Avis. — Titres au porteur. — Opposition. — Suivant notification de l'Office des Séquestres à Luxembourg, en date du 10 janvier 1953, deux mille six cent trente-quatre actions de la Société Anonyme Banque Internationale à Luxembourg ont été frappés d'opposition, savoir : N^{os} 20592 à 21040, 21661 à 21730, 22361 à 22376, 22382, 22383, 22386 à 22406, 22409, 22413 à 22502, 22505 à 22523, 22525 à 22527, 22904 à 23619, 25263 à 25302, 25308, 25309, 25314 à 25351, 25357, 25358, 25401 à 25500, 25701 à 25703, 25741 à 25783, 25788 à 25798, 25801 à 25838, 25855 à 25919, 25975 à 25995, 25997 à 26000, 26031 à 26134, 26044, 26080, 26093 à 26096, 26099 à 26102, 26106 à 26400, 26406 à 26566, 26669 à 27031, 27107, 27112, 27235 à 27260, 27390 à 27400, 27528 à 27530, 27537, 27538 et 27841 d'une valeur nominale de cent Rm chacune.

Cette opposition a été faite conformément à l'article 5, al. 2 de la loi du 26 avril 1951 relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — 13 janvier 1953.